

Mondialisation, genre et progrès des sociétés africaines

Je remercie le Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique de m'avoir associée au Colloque International sur « Genre, éducation, développement et progrès des sociétés africaines ».

Je regrette que l'organisation des manifestations relatives à la journée commémorative de la disparition du styliste Chris Seydou et d'autres engagements, ne me permettent pas de contribuer directement à ce débat, d'une actualité brûlante et vous prie de m'en excuser.

La situation de notre continent qui détermine la nôtre est d'une telle gravité que seule la rigueur nous sied dans l'analyse du triptyque « mondialisation, genre et progrès des sociétés africaines ». Nous ne devons plus nous tromper d'énoncés, de priorités et de défis.

Le discours dominant conçu, loin de nos frontières, par d'autres, pour nous, mais que nous avons intériorisé, pointe souvent du doigt nos sociétés et nos cultures qui, semble-t-il, nous bâillonnent, nous marginalisent quand elles ne nous mutilent pas. Ce discours accuse nos hommes qui seraient à l'origine de la plupart de nos maux, alors qu'ils tirent, eux-mêmes profit du développement, des progrès et à présent de la marchandisation.

Aussi, protection, promotion et défense de nos droits à l'intérieur de nos sociétés, pour l'égalité avec l'homme et pour le développement, sont chaque 8 mars, à l'ordre du jour, dans nos pays.

La situation de notre continent ne cesse, cependant, de s'empirer. Détachons-nous, un instant, de la rhétorique sur le développement et jugeons ce processus à partir de ses effets dont le surendettement du continent et les réformes néolibérales qui appauvrissent et condamnent, de plus en plus d'hommes et de femmes au chômage et à l'exil. Nous comprendrons dès lors, l'impérieuse nécessité de questionner davantage les mots.

Certes, des progrès ont été réalisés et les femmes en ont bénéficié, dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'accès à l'eau potable, des infrastructures routières, des technologies de l'information et de la communication etc... Ils sont, bien entendu, inégalement repartis entre la ville et la campagne, entre hommes et femmes et entre une minorité de privilégiés et la grande majorité.

L'approche « genre » peut-elle changer, de manière durable et palpable, ces inégalités ? J'estime personnellement qu'elle est peine perdue tant que nous continuerons à dormir sur la « natte des autres », c'est-à-dire par terre, selon l'expression du Professeur Joseph KI-ZERBO. Il en est ainsi parce que l'approche « genre » qui est humanisme, organise la lutte pour l'égalité autour de faux défis. L'Intégration de la Femme dans le Développement (IFD), n'a pas abouti, non pas seulement parce qu'elle relevait d'une approche restrictive, qui séparait les différentes composantes du corps social, mais parce que le « développement » est l'argument qui permet aux Nations industrialisées, de prendre l'initiative et d'en garder le contrôle. Les idées, les capitaux et l'expertise viennent du Nord, qui se présente et qui est perçu comme riche parce que « développé ». L'Afrique dont la surexploitation, des siècles durant, a contribué à la richesse du Nord, est amnésique et n'a pas de projet de société propre. Elle se contente d'emprunter idées, capitaux et technologies.

Ses « généreux » donateurs, peuvent, à tout moment, venir superviser, contrôler et si le cœur leur en dit, sanctionner en bloquant les sources de financement. En guise de progrès de nos sociétés, nous bénéficions, comble de l'ironie, d'un système d'enseignement dont le contenu nous échappe et que nos Etats ne peuvent même pas financer. Il en est de même de la santé et d'autres secteurs du développement. Celui de la promotion des femmes n'échappe pas à cette dépendance tragique.

Les programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale qui accélèrent la marche forcée de nos sociétés vers « le progrès » ont également légitimé « le viol de l'imaginaire ». Nous nous endettons pour mieux nous perdre dans un modèle eurocentriste, de plus en plus, belliciste.

L'Afrique et les femmes africaines ne sont pas au bout de leur peine, tant que nous continuerons à caresser l'image d'un monde meilleur dit développé et d'une mondialisation dont les moyens viendront d'ailleurs. Nos cultures et nos sociétés ne sont certes pas parfaites, nos hommes ne sont pas des anges, mais ce n'est pas pire qu'ailleurs. N'eut été la violence de l'histoire, traduite par cinq siècles d'agressions et de domination économique, politique, militaire et symbolique, l'Afrique et les Africaines ne seraient pas ces damnés de la Terre, que l'Occident refoulent et assujettit en usant des notions et des mécanismes de financement. Le pire est que nous ne nous épargnons pas mutuellement. Les guerres intestines et interétatique qui ont du reste un lien avec la situation ci-dessus décrite, continuent de faire des ravages.

Nous, femmes africaines, avons la latitude, le droit et le devoir de rendre compte de la violence du système-monde, au lieu de nous laisser endormir par un développement qui a servi nos anciens maîtres et par une mondialisation qui perpétue le pillage.

Le désengagement de l'Etat, la marchandisation des services dont l'éducation, les soins de santé, l'eau et l'assainissement privent les femmes africaines et les ménages, de moyens de survie. La désinformation ou la déformation des informations les privent d'armes théoriques pour penser et renégocier leur propre situation et celle du continent. Confrontés à une misère morale et matérielle qui s'accroît, de jour en jour, hommes et femmes, sombrent dans l'intolérance et la violence. Un chef de famille compressé et sans perspective d'avenir est, la plupart du temps, un mari humilié qui peut devenir violent envers femme et enfants.

Plus que toute autre région du monde et plus que toute autre composante des sociétés africaines, les femmes doivent se désolidariser de l'uniformisation du monde et des modes de vie, qui sonne le glas des démocraties, de la souveraineté et de la diversité culturelle.

L'illusion du caractère irréversible et incontournable de la mondialisation libérale est souvent entretenue par les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). Elles sont absolument remarquables. Elles abolissent les frontières, raccourcissent les distances, facilitent les échanges et mettent les peuples, les uns en présence des autres. La liste de bienfaits est loin d'être exhaustive.

Mais, les peuples du Sud et plus particulièrement les Africaines et les Africains, savent parfaitement que le contact ne crée pas la communication, la tolérance et le respect mutuel de même que l'échange peut être parfaitement inégal. Le marché des matières est plus qu'édifiant. Avec la mondialisation libérale, nous continuons à dormir sur la natte des autres.

L'issue à la paupérisation et à l'humiliation réside dans une nouvelle prise de conscience et de responsabilité par l'ensemble des Africaines et des Africains. Une grille de lecture plus respectueuse de notre autonomie de penser et de décider devra nous permettre de revisiter nos sociétés, nos cultures et nos économies, de les transformer en fonction de choix libres et concertés au niveau de nos sociétés. Le Centre Amadou Hampâté BA s'attèle à ce travail de réactualisation de la réflexion et de création d'outils théoriques et pédagogiques qui contribuent à libérer l'expression et la créativité politique, culturelle et artistique. Nous pourrions, si le CIEFFA, le souhaite coopérer dans ces domaines.

Une autre Afrique n'est possible que dans un autre monde plus juste et fraternel.

Aminata D. Traoré